

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.696

22 octobre 1997

(97-4618)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Exigences concernant les systèmes d'épuration (y compris les fosses septiques) et les installations d'infiltration pour égouts domestiques. Ces exigences intéressent principalement la construction et l'installation entre autres des fosses septiques et des lits à gravier.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement portant mise en application du Décret sur les rejets en relation avec la protection des sols
6.	Teneur: Ce règlement d'application précise plusieurs points du Décret sur les rejets en relation avec la protection des sols. Le règlement d'application énonce des exigences auxquelles les systèmes d'épuration et les installations d'infiltration doivent satisfaire.
7.	Objectif et justification: Ces règles concernant les installations d'épuration et d'infiltration visent à l'établissement d'un niveau général de protection en relation avec les rejets dans le sol.
8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Articles 6, 8, 14, 14a et 17 et articles 8, 21, 21a, 22 et 34 du Décret sur les rejets en relation avec la protection des sols

9.	Date projetée pour l'adoption: 28 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 29 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 27 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: